

Prix de l'Abonnement - Edition Quotidienne			
1 An	6 Mois	3 Mois	1 Mois
POUR LES ETATS-UNIS	\$ 9.00	\$ 4.50	\$ 2.25
POUR L'ETRANGER	12.15	6.10	3.05

LE NUMÉRO



CINQ SOUS

Prix de l'Abonnement - Edition Hebdomadaire			
1 An	6 Mois	3 Mois	1 Mois
POUR LES ETATS-UNIS	\$ 3.00	\$ 1.50	\$ 1.00
POUR L'ETRANGER	4.00	2.05	1.35

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

POLITIQUE LITTÉRATURE

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES ARTS

1er Septembre 1827

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 5 MAI 1914

87ème Année

THIERS, L'Assemblée Nationale et la Fusion (1)

M. Anatole Claveau, poursuit la curieuse et intéressante série de ses "Souvenirs politiques et parlementaires d'un témoin" par un second volume qui lui a pour titre: Le Principat de M. Thiers. Ce volume présente le tableau, animé et vivant, des grands débuts de l'Assemblée nationale, depuis les élections du 8 février 1871 jusqu'au lendemain du 24 mai 1873. Il fait suite à celui que l'auteur avait publié l'an dernier, consacré aux Chambres du second Empire de 1865 à 1870. C'est en 1865 que M. Claveau, comme secrétaire-rédacteur au Corps législatif, commença d'observer de près et d'un poste excellent des discussions publiques dans les assemblées françaises en travaillant à les fixer pour le compte rendu analytique. Travail délicat, qui exige de rares qualités, souvent supérieur à celui dont le résumé les épanouissements oratoires dans un texte clair et précis, qu'on fait des hommes éminents par le mérite, la culture et l'esprit.

M. Claveau, qui a pratiqué de longues années en observant ceux qu'il avait fonction d'écrire, a continué, dans sa retraite d'analyste officiel, pour lui-même et pour le public, la tâche du compte rendu et de l'observation des assemblées où il a acquis une expérience peu commune. Il nous a conté avec une bonne grâce comme il dut son entrée au corps des secrétaires-rédacteurs de la Chambre des députés, dont il est aujourd'hui chef honoraire à la Belle-Héliène. Lettre de race, camarade à l'école normale d'Edouard Hervé, un peu le cadet des équipes brillantes où figurait Paradot, l'ami d'Halévy, il avait attaché vivement et spirituellement, dans la Revue contemporaine, cette parole illustre, alors naissante, au nom du respect de l'antiquité classique. Le résultat fut que l'un des auteurs de la parodie Ludovic Halévy, aussi secrétaire-rédacteur et très bien en cour, vint le voir et lui proposa d'occuper une place au compte rendu analytique qui était vacante. Publiciste d'opposition, il était libéral autant que lettré; il est resté l'un et l'autre en écoutant et en regardant parler et agir tant de parlementaires divers, d'époques différentes, parmi lesquels il avoue préférer les anciens. Il ne nous cache guère non plus, et nous le comprenons sans qu'il s'en excuse, qu'avant d'entendre et de résumer un tel nombre de discours de toute qualité, ayant assisté si longtemps, en "témoin", à la vie des Parlements, il s'est développé en lui pour bien des choses, même pour les vertus et l'efficacité de l'éloquence parlementaire, un scepticisme assez profond.

Il ne craint pas encore de se déclarer "fataliste" quand il s'agit d'expliquer et de commenter les événements sur lesquels s'acharnent le plus les controverses des hommes. Un certain fatalisme, mitigé par quelques correctifs, peut paraître un état d'esprit légitime d'historien; il dispose à comprendre sans interdire de juger les actes qui furent des causes déterminantes de l'histoire. M. Claveau ne prétend pas ici écrire l'histoire; sur des débats, souvent importants pour l'histoire, il apporte la déposition de quelqu'un qui a été bien placé pour voir et montrer tout un côté des choses; il apporte une sorte de chronique parlementaire rétrospective. Celle-ci, fort instructive sur plus d'un point, se lit toujours avec agrément. Traçant en passant le portrait de son ami Edouard Hervé, il rappelle qu'ils étaient

unis autant et plus que par la communauté des idées, par celle de la culture classique. "Il m'a légué", dit-il en mourant, la collection magnifique des Auteurs grecs de Firmin-Didot, son prix d'honneur de philosophie au Concours général. Il aurait eu, si j'étais mort avant lui, mon Retz, mon La Rochefoucauld et mon Saint-Simon."

Ce chroniqueur parlementaire, qui indique ainsi ses lectures préférées, n'a pas le goût et la tendance de hausser, le ton pour les discussions et les événements qu'il raconte. Il aurait plutôt le goût et la tendance contraires. Il n'a guère envie de dire: "Voyez les grandes choses, les choses capitales dont j'ai eu le honneur d'être témoin." Il a plutôt l'air de dire: "Les choses auxquelles on attribue tant d'importance, qui sont, assure-t-on, la grande Histoire, voilà ce que c'était pour nous quand cela se faisait sous nos yeux. Ce n'était pas si grandiose, ni si beau. C'était curieux à observer quelquefois, d'autres fois triste, souvent un peu ennuyeux."

Disposition naturelle et détachée de qui voit les choses par métier dans les coulisses sans y participer directement. Un intérêt que présentent ces souvenirs de M. Claveau est de nous donner, quarante ans après, une telle impression pour des événements et des débats dont l'importance et souvent la grandeur ne sont pas discutables. On pouvait les voir ainsi, et c'est ainsi que les a vus un observateur intelligent, perspicace, bon Français, qui ne semble pas apporter des partis pris ou des préjugés. Il est utile à l'historien que M. Claveau se soit dit de cette façon. Cela ne veut pas dire qu'il ne puisse, les voir autrement, que l'historien n'ait pas le droit et jusqu'à un certain point le devoir de les considérer sous un angle différent.

L'histoire peut et doit voir les grandes choses, les résultats, les conséquences. L'observateur du moment, il s'agit ici d'un observateur tout spécial, a licence, et il est bon pour l'histoire qu'il en ait usé, de voir les choses petites, de fixer les traits passagers, des détails sans importance ni valeur historique qui donnent pourtant quelque chose de la physionomie et de l'aspect qu'ont eus de tels débats graves pour ceux qui en ont été les témoins. Au lieu des grandes discussions bien réglées, bien alignées, que dérivent des historiens, nous assistons souvent, avec M. Claveau, à des mêlées confuses et baroques, sans liaison, qui correspondent dans l'ordre des luttes parlementaires, à la bataille de la Chartreuse. Et ces luttes désordonnées peuvent apparaître excessivement violentes, quelquefois comiques, avec des combattants et un enjeu si supérieurs à ceux d'aujourd'hui, même dans les circonstances où se déroulaient, au lendemain de la guerre, les débats de l'Assemblée nationale.

M. Claveau ne saurait oublier les raseurs et les fantoches qu'il a dû subir, dont il lui a fallu analyser les discours, qu'il a vus et entendus de son banc de secrétaire-rédacteur. Il y en avait même aux heures les plus sérieuses et les plus tragiques, sans parler de ceux, qui, grands par ailleurs, venaient, étrangers, se livrer à des manifestations déplacées, ou, Français, prononcer des paroles inutiles à leur gloire et au pays, comme Garibaldi ou Victor Hugo, dans les premières séances de l'Assemblée à Bordeaux. Ces notations d'un témoin qui reste impitoyable à ceux qui l'ont ennuyé ou choqué ont aujourd'hui leur intérêt. M. Claveau en apporte d'autres. Avec sa manière, qui ne grandit point les choses, qui ne néglige guère d'y montrer de petits côtés, les scènes graves et douloureuses produisent un effet particulier. Qu'il ces débats, dont le témoin qualifie le second d'"étriqué et de l'imide", où il y eut encore, dans l'un et l'autre, trop de discours, c'est, à deux reprises, toute la discussion des préliminaires et du traité de paix qui mettent fin à la guerre fatale par l'abandon arraché de l'Alsace-Lorraine. Ces quelques mots, au

tour d'une page, c'est une seule phrase, et c'est tout l'écho dans cette chronique parlementaire de l'Assemblée nationale, de la protestation, si émouvante, qui retentit pour nous dans l'histoire des députés alsaciens-lorrains.

L'Assemblée, plus émue qu'elle ne le montrait, avait-elle épuisé toute son émotion extérieure, et toute-là, en maudissant et condamnant l'Empire rendu responsable de la mutilation française? On se rappelle la proclamation dramatique de la déchéance, précédée d'attaques furieuses contre Conti qui défendait Napoléon III dont il avait été le secrétaire intime. Conti fut courageux; l'attitude de l'Assemblée est compréhensible. M. Claveau la blâme nettement. Il manifeste une tendance qui semble s'accroître, à mesure qu'il avance, et qui paraît aussi étrangère à toute question d'opinion, à donner sa préférence aux hommes qui luttent contre les collectivités parlementaires et se montrent capables de les dominer. C'est par là sans doute, plus que par sympathie personnelle ou pour des raisons d'ordre politique que dans le duel engagé entre M. Thiers et l'Assemblée, son scepticisme d'observateur averti peut pencher en faveur de M. Thiers. Il n'aime celui-ci qu'à demi; loin de dissimuler chez lui les petits côtés, il en montre plus qu'il n'y en a. Pourtant il paraît avec lui contre l'Assemblée, alors que ses amitiés et ses opinions l'entraînent plutôt vers la droite qui le combat, qu'il est le plus souvent très dur pour la gauche qui le soutient. On peut trouver qu'au volume précédent, notamment pour la scène historique du 15 juillet 1870, où sa déposition de témoin est si intéressante, il ne lui avait rendu justice qu'imparfaitement. Ici, le sentiment de la valeur de l'homme et des services qu'il a rendus à son pays l'emportent sur toute autre considération. Ce n'est pas une question personnelle, une question de parti ou de régime. Il ne peut s'empêcher de saluer en lui le "dernier de nos hommes d'Etat". Un mot glissé à côté de celui-ci, dans la préface du présent volume, permet de supposer qu'il poursuivait son récit, il aurait une attitude analogue peut-être d'un degré moins favorable, à l'égard de Gambetta.

Ce conflit entre Thiers et la majorité de l'Assemblée nationale qui, latent ou déclaré rompu, de trêves et d'armistices, d'ententes heureuses et nécessaires, parfois un peu compliquées, sur des points qui n'étaient rien moins que la réorganisation matérielle et morale, la reconstitution militaire et financière de la France, remplit vingt-sept mois d'histoire, de février 1871 à mai 1873, remplit aussi le volume de M. Claveau. Il en est le sujet principal et le centre; il y est très bien exposé, encore que souvent ce soit surtout par les petits côtés. Nulle feinte ou manœuvre des combattants qui n'y soit indiquée. L'intérêt de la déposition est de montrer, quelquefois on serait tenté de penser qu'elle le montre trop, ce qu'il peut entrer, de part et d'autre, chez des hommes éminents, qui sont d'accord sur tous les principes du gouvernement, qui ne le sont pas sur la seule forme de ce gouvernement, de roueries et de calcul dans des luttes dont l'enjeu est l'avenir même de la patrie blessée et mutilée. La position de l'observateur est ici curieuse. Il est, dirait-on, pour Thiers; il est en raison seulement de sa valeur d'homme d'Etat, de ses aptitudes exceptionnelles, de sa puissance personnelle d'action, tandis qu'il réprouve la politique que cette action et ce prestige d'un Thiers vont déterminer. Volontiers on le trouverait injuste pour des membres d'une majorité politique, dont il partage ou fond les idées, et les tendances; il la juge moins forte que Thiers.

Il admire Thiers sans l'aimer le moins du monde. C'est un observateur qui sait voir et qui regarde la comédie. De son banc de secrétaire-rédacteur où il voit tranchés les points controversés, mais les projets de restauration monarchique, en vue desquels on les a retrés. Rentré chez lui, il rellit son Retz, son La Rochefou-

cauld, son Saint-Simon. Et quarante ans plus tard — il faut remarquer cette distance — il nous apporte ce qu'il a vu. Dans ce qu'il a vu, retenons les scènes où Thiers intervient à l'Assemblée et où tout est noté sur le vif. Voici, par exemple, l'une des premières du conflit, celle, sous la Commune, où Thiers pulvérise son infortuné ami Molinier-Vernaux, puis, le prenant de très haut, avec l'Assemblée, lui met le març à la main et l'oblige à lui demander humblement pardon. La scène connue est admirable, quoique un peu forte; il faut la lire dans M. Claveau. Celui-ci a pu noter parfois les différences entre les paroles qu'il entendit prononcer par Thiers et celles qui parurent après au Journal officiel.

Une autre scène plus admirable encore, bien que moins forte de ton, fut la scène qui venait peu après terminer l'affaire des princes à l'Assemblée nationale. Affaire compliquée qui, après avoir provoqué la violente colère de M. Thiers, dès qu'il avait appris la présence des princes d'Orléans sur le sol national, donna lieu, entre le Pouvoir Exécutif et les princes, entre les princes et les groupes monarchistes de l'Assemblée à de longues et curieuses négociations. L'affaire était double, avec l'abrogation des lois d'exil et l'admission des deux princes, le duc d'Anjou et le prince de Joinville, qui avaient été élus députés à l'Assemblée nationale. M. Thiers prononçait, à cette occasion, un discours, resté fameux, où il concluait à l'abrogation des lois d'exil en présentant toutes les raisons qu'on pouvait alléguer pour les maintenir. "Quand on le relit, dit M. Claveau, à quarante ans de distance, on est étonné de la liberté et d'embellissement. C'est le chef-d'œuvre de l'enlacement. On se croit, à première vue, en présence d'une eau limpide qui invite au bain; mais à peine s'y est-on aventuré qu'on se sent pris de tous côtés par des herbes invisibles dont on ne peut plus se débarrasser. Ce discours éveilla aussi l'idée d'une immense toile d'araignée. Toutes les mouches parlementaires y furent prises. Jamais peut-être son auteur ne fut aussi chaudement congratulé."

Nous sommes au cœur du conflit entre Thiers et la majorité monarchiste de l'Assemblée de 1871 qui porte sur la question de la forme du gouvernement à donner à la France. Elle a été réglée provisoirement, sous le coup de la nécessité, par ce qui avait paru d'abord une transaction habile, et ménageant l'avenir de tous, ménageant en réalité l'avenir de Thiers, son inventeur et auteur, le pacte de Bordeaux, conclu entre le chef du Pouvoir exécutif et ses électeurs. Ce provisoire, les monarchistes de l'Assemblée et Thiers cherchaient à le transformer en un définitif sur lequel il était difficile de s'entendre, puisqu'il s'agissait d'un côté de la monarchie et de l'autre de la République. La majorité monarchiste, devenue faiblement numériquement à la suite des élections du 2 juillet 1871, était elle-même divisée (sans parler des bonapartistes qui comptaient à relever la tête) sur la monarchie à faire, puisque la "fusion" entre les deux branches de la maison de Bourbon, entre la royauté légitime et celle qui lui avait été substituée en 1830, n'avait pu, malgré des démarches et des efforts, aboutir pour diverses raisons, et principalement parce que le comte de Chambord s'était refusé déjà — moins formellement qu'il ne le fit plus tard — à accepter le drapeau tricolore. La "fusion" qui se présentait, avec la composition de l'Assemblée nouvelle, dans des conditions meilleures et inespérées, venait d'avorter, au lendemain des élections du 2 juillet, dans la forme très discrète et réservée par la publication du manifeste de Chambord. Elle finira par se faire, après la chute de Thiers, après une visite du comte de Paris, à Froshdorf, sans que fussent tranchés les points controversés. Mais les projets de restauration monarchique, en vue desquels on l'avait faite ainsi, s'évanouirent peu à peu, et Thiers, après la lettre da-

lée de Salzbourg, le 27 octobre 1873. Dans tout cela, la "fusion" avec les obstacles qu'elle rencontre, les conséquences qu'elle doit produire, se mêle étroitement au conflit de Thiers et de l'Assemblée monarchiste, à la question de la République ou de la monarchie posée par la France.

C'est dire l'intérêt d'un ouvrage comme celui de M. Claveau-Noël Desjoux, "La Fusion monarchique" (1848-1873) qui par cet intérêt même et les qualités d'historien qu'il atteste chez son auteur, par tout ce qu'il apporte de nouveau mériterait une étude détaillée et approfondie. L'intérêt, à la fois plus particulier et plus général que celui du volume de M. Claveau, se concentre, comme dans ce volume, sur les années décisives de 1871 à 1873. Le livre expose très complètement l'origine, les vicissitudes et l'aboutissement des tentatives de "fusion" entre deux branches de la Maison de France, entre des politiques qu'elles ont successivement incarnées aux yeux du pays. C'est pendant vingt-cinq ans, l'histoire du parti royaliste français ou des partis royalistes avec leurs divisions et leurs nuances, les influences qui s'y sont fait sentir chez les princes et chez leurs serviteurs, les divergences et les rapprochements entre les chefs et entre leurs représentants.

L'auteur a eu à sa disposition beaucoup de documents inédits, dont il a su faire usage pour cette histoire du royalisme en France qui va de la chute de Louis-Philippe à la fusion de 1873 et à l'échec de la restauration monarchique. Il a eu la correspondance du comte de Paris avec les deux comtes d'Haussonville, des lettres et des souvenirs provenant de familles attachées aux princes, dont des membres vivaient dans leur entourage ou allaient les visiter dans l'exil. L'historien tire de là des renseignements sur les dispositions réciproques du comte de Chambord et des princes d'Orléans, les négociations engagées entre eux, les tentatives faites pour les rapprocher et agir sur le comte de Chambord. Il faut mettre à part une source de valeur exceptionnelle par la qualité d'un esprit, les souvenirs inédits du duc Albert de Broglie, dont M. Desjoux a pu reproduire dans son livre de nombreux passages et de larges extraits. Ce qu'il en donne, plus encore que l'intérêt documentaire, offre, celui de jugements sur des points délicats et controversés de l'histoire contemporaine de la France nettement formulés. Si on les rapproche des trois volumes de discours que M. le prince François de Broglie a publiés, c'est tout un portrait politique et moral du duc de Broglie qui se dessine; il est en partie dans l'ouvrage de M. Desjoux.

Celui-ci a su chercher et trouver de l'inédit utile à l'histoire, il a su, ce qui est plus difficile, le mettre en œuvre dans un livre composé et fondu; il a su, ce qui vaut encore mieux, dans un livre d'histoire impartiale et sérieuse sur un sujet qui touche à la politique brûlante d'hier, tirer de lui-même des considérations d'historien et des appréciations qui ont une portée générale. On remarquera, dans son volume, des analyses fines et intelligentes de l'évolution des sentiments royalistes à travers des époques diverses, la discussion historique sur les éstandards et le drapeau blanc ou le comte de Chambord voyait le drapeau de l'ancienne monarchie française alors qu'il n'était que celui de la Restauration.

La psychologie de ce prince reste attachante; elle inspire le respect. On serait tenté parfois de trouver un peu sévère à son égard le jugement de M. Desjoux; il l'est dans le fond, étant dans la forme très discret et réservé. Ceux qui regrettent que la monarchie ne se soit point faite, que la fusion n'ait pas donné de résultat, font porter sur l'attitude du comte de Chambord la responsabilité. Ce prince exilé, qui trouvait si naturellement et hautement l'accord royal, qui lançait d'admirables mani-

festes, profondément inopportuns, ne saurait être rangé dans la catégorie des princes politiques; peut-être mériterait-il d'être inscrit dans celle des écrivains français. L'historien de la "Fusion" a plus de sympathie pour ces trois fils de Louis-Philippe dont les portraits reviennent dans son livre: Nemours, Joinville, Aumale. Les deux derniers, qui sont plus brillants, sont aussi des écrivains. Nemours, droit et noble figure qui revit dans un beau livre de M. René Bazin, a sa place indiquée dans celui-ci; il fut l'un des premiers et des meilleurs agents de la fusion. Nemours fut toujours légitimiste; étant le second fils du Roi des Français, il regretta 1830 en refusant dignement de le désavouer. Son frère, Joinville, un peu moins légitimiste que lui, recevant un soir l'hospitalité, pendant la guerre de 1870, dans un presbytère de l'Orléanais, entendit le curé, qui ne le connaissait pas, s'écrier devant lui, à propos des malheurs et de la situation de la France: "Ah! monsieur, le commencement de tout cela, c'est la Révolution de 1830!" Sur 1830 et les conséquences de cette date pour l'histoire de la France, Renan, légitimiste à sa façon, a, dans deux écrits politiques remarquables, exprimé, sous une forme un peu différente, une opinion analogue à celle de ce curé d'Orléans.

PIERRE DE QUÉRIELLE.

moins dans certaines parties du Mexique. Ils ont vu des Américains maltraités, battus et assassinés par des bandits mexicains; des femmes outrageusement traitées, et des enfants malmenés, et mourants de faim.

Pendant que la médiation traîne, les américains au Mexique sont maltraités.

Bien que plusieurs milliers d'américains soient en sûreté dans leur patrie, il y en a encore un grand nombre qui n'ont pas quitté le Mexique. M. Canada, consul des Etats-Unis à Vera Cruz, a prévenu les américains à Mexico de partir immédiatement afin d'éviter un massacre. Un train rempli de fugitifs s'est mis en route lundi soir à destination de Vera Cruz.

Tous les américains à Manzanillo ont été forcés sous peine de mort, de partir pour Vera Cruz. Les mexicains ont descendu le drapeau des Etats-Unis qui flottait au-dessus du consulat, l'ont foulé aux pieds et brûlé.

Le chef rebelle, Carranza, refuse de suspendre les hostilités contre Huerta. Il pousse, avec vigueur, le siège de Tampico, et se prépare à marcher sur la ville de Mexico après la prise de Tampico. Les victoires des constitutionnels dans le nord du Mexique ont occasionné la ruine que Huerta est prêt à démissionner à la condition d'être conduit sous bonne escorte à bord d'un navire de guerre. Jose Lopez Portilla, ministre de la guerre, a donné sa démission.

Les corps de dix-sept matelots et soldats américains, morts pour la patrie pendant la bataille de Vera Cruz, ont été portés à bord du croiseur Montana qui est parti de Vera Cruz dimanche. Les honneurs militaires ont été rendus d'un façon imposante, à la mémoire de ces braves, pendant que le Montana passait lentement entre la rangée de navires de guerre et se dirigeait vers la haute mer.

Les compagnies d'artillerie des Etats-Unis — les 91ème et 46ème — ont reçu l'ordre de partir pour la frontière. Ils auront leur quartier général à Brownsville, Texas.

Les Etats-Unis et le Mexique

Le général Huerta nommé ses représentants pour la médiation. Carranza, chef des rebelles, refuse l'armistice. — Six cent réfugiés sont arrivés en Louisiane.

Washington, D. C., 4 mai. — Le général Huerta a nommé don Emilio Rabasa, avocat distingué, et Augustino Garra Galindo, sous-secrétaire de la justice à Mexico, ses chargés de pouvoir dans les négociations de la médiation. Un troisième représentant de Huerta sera nommé demain.

Le dictateur du Mexique est en froid, dit-on avec son ministre de la guerre, le général Blanquet. Le peuple mexicain s'aperçoit que le gouvernement fédéral public depuis longtemps des fausses nouvelles au sujet des batailles entre les troupes fédérales et les armées de Carranza et de Villa. Les victoires remportées par ces derniers sont maintenant connues, et donnent le démenti aux publications de la presse huertiste, que les fédéraux ont gagné plusieurs victoires décisives. Le peuple est mécontent et demande, dit-on, la démission du général Huerta.

Vera Cruz, 4 mai. — Les troupes mexicaines campées à quelques milles de la ville, ont envoyé des escouades de soldats pour sommer les Américains en faction à l'établissement pour la distribution des eaux, de leur céder la place. Les officiers des Etats-Unis ont répondu qu'ils comptaient rester. Il n'y a pas eu de coups de feu échangés.

Les réfugiés arrivant de la ville de Mexico disent que la population est surexcitée contre les Américains, et que d'un moment à l'autre des manifestations hostiles peuvent mettre en grand danger les Américains qui n'ont pas encore quitté la ville.

Plusieurs steamers sont en route pour la Nouvelle-Orléans, emportant un grand nombre de réfugiés.

Station de la Quarantaine, Lne, 4 mai. — Des réfugiés au nombre de 632 sont arrivés à bord du steamer Monterey et parmi les passagers, il a beaucoup de femmes et d'enfants. Les nouveaux venus racontent des scènes atroces dont ils ont été té-

Funérailles de l'agent de police Roth

Les funérailles de l'agent de police J. Roth, qui est mort à l'hôpital de la Charité dimanche matin, ont eu lieu lundi à 4 heures de l'après-midi, sous les auspices de la Police Mutual Beneficial Association. L'enterrement a pris place au cimetière St-Louis No. 3, avenue de l'Esplanade.

M. Roth est entré à la police dans l'année 1908 à l'âge de 25 ans. Son record avait été presque parfait, également en ce qui rapport à son maintien et sa santé jusqu'à ces derniers jours, alors qu'il s'est plaint d'une douleur au côté gauche. Un examen a démontré qu'il était atteint de la gravelle, et qu'une opération devenait indispensable.

L'agent Ross laisse une épouse et deux enfants qui déplorent vivement sa mort.

Accusé de vol de \$2,100

L'agent de police Alphonse V. Dusang a arrêté hier un nommé Edward Myllie, demeurant rue Clouet, au numéro 900. Il est accusé d'avoir détourné la somme de \$2,100, pendant qu'il était géant d'une association de cultivateurs à Alger au mois de décembre 1911. Il paraîtrait que Myllie a un complice nommé Martinez que la police recherche. L'accusation a été portée par M. Anthony Pecoiver, membre de l'Association des Cultivateurs.

— C'est dangereux les chemins de fer.

— Mais oui, en somme notre vie tient à une "aiguille".

(1) Souvenirs politiques et parlementaires d'un témoin, Le Principat de M. Thiers (1871-1873), par Anatole Claveau. — La Fusion monarchique (1848-1873), d'après des sources inédites, par Claude-Noël Desjoux. — Plon, éditeur.